Le gouvernement a tout faux dans le sauvetage de Fortis, Dexia et autres. Le coût de l'opération est entièrement supporté par l'Etat (donc essentiellement les travailleurs salariés qui sont les principaux contribuables). Or cette crise du système capitaliste entraîne une réduction des recettes publiques alors que le service de la dette augmente et qu'en conséquence le gouvernement voudra limiter les dépenses sociales. Les partis de droite, du centre et de la gauche traditionnelle ont appuyé le sauvetage favorable aux grands actionnaires sous le fallacieux prétexte qu'il fallait protéger l'épargne de la population et le système de crédit.

Contre l'union sacrée destinée à sauver les banquiers

Or il était parfaitement possible d'agir autrement en prenant le contrôle de Fortis et Dexia et en récupérant le coût de cette opération sur le patrimoine des grands actionnaires et des administrateurs. Nous aurions ainsi un instrument public pour financer des projets socialement utiles, respectueux de l'environnement, générateurs d'emplois et de revenus, tout en garantissant l'épargne des particuliers.

L'Etat doit également entamer des poursuites légales notamment contre les grands actionnaires et les administrateurs responsables du désastre financier, afin d'obtenir à la fois des réparations financières (qui vont au-delà du coût immédiat du sauvetage) et des condamnations à des peines de prison si la culpabilité est démontrée.

Il faut une nouvelle discipline financière. Il faut ouvrir les livres de compte des entreprises à des audits externes (notamment aux délégations syndicales des employés de banque) et permettre aux agents du fisc de lever le secret bancaire. Il faut règlementer tous les produits financiers. Il faut interdire aux entreprises d'avoir quelque actif ou transaction que ce soit avec ou dans un paradis fiscal.

Une politique pour sortir de la crise

La crise va entraîner un chômage accru. L'Etat doit mettre en œuvre un vaste plan de création d'emplois : rénovation et construction de logements, transports publics, chauffage collectif public, enseignement, santé…(1) Le pôle public du crédit jouerait un rôle clé dans le financement en plus d'un impôt de crise sur les grandes fortunes dans le cadre d'une fiscalité

plus juste socialement. Alors que le capital s'est taillé la part du lion dans le revenu national au cours des 25 dernières années, il faut augmenter fortement la part qui revient aux salaires. L'aggravation de la crise remet à l'ordre du jour des propositions écartées durant la longue nuit néolibérale:

- l'arrêt des privatisations et de la déréglementation pour, au contraire, promouvoir les biens et services publics;

- le transfert d'entreprises privées vers le secteur public, comme la production et la distribution de l'énergie en Belgique, ce qui permettrait de favoriser les énergies renouvelables et de sortir du nucléaire;

- la réduction radicale du temps de travail pour améliorer les conditions des travailleurs, pour créer de l'emploi et pour assurer le financement des retraites en augmentant le nombre de cotisants et sans allonger l'âge de départ.

Pour une révolution politique: la Constituante

Les citoyens de la Belgique et de l'Union européenne se voient cantonner dans un rôle tout à fait passif par le gouvernement belge, ses collègues européens et la Commission européenne qui refusent tout véritable processus constituant et tentent sans succès d'imposer par le haut une réforme de l'Etat fédéral belge et un traité constitutionnel à l'échelle européenne aux orientations clairement néolibérales.

Les peuples européens qui ont pu s'exprimer, ont manifesté leur refus. Pendant ce temps, trois pays d'Amérique du Sud (Venezuela, Equateur, Bolivie) nous montrent l'exemple car ils ont reformé leur régime politique en le démocratisant en profondeur. Dans chacun des cas, les citoyens ont élu au suffrage universel une Assemblée constituante afin d'élaborer un projet de nouvelle Constitution. Ce projet a été discuté avec les mouvements sociaux et soumis à l'ensemble de la population qui l'a approuvé par voie de référendum (2). Dans ces trois pays, grâce à ces nouvelles Constitutions, les électeurs ont le droit de révoquer tous les mandataires politiques à mi-mandat (3). Aucune Constitution européenne ne prévoit un tel mécanisme hautement démocratique. Les citoyens de Belgique et d'Europe doivent prendre le pouvoir politique qui leur est confisqué.

Pour la démilitarisation et le désarmement

Une nouvelle course aux armements est en cours. Les Etats-Unis et leurs alliés n'hésitent pas à attaquer et occuper des pays qui ont une place stratégique dans l'approvisionnement en pétrole et autres matières premières dont ils ont besoin. La Belgique fait partie de l'OTAN, alliance militaire agressive qui doit disparaître. La Belgique doit quitter l'OTAN : Belgique hors de l'OTAN ! OTAN hors de Belgique ! Les Etats-Unis ont des missiles nucléaires en Belgique. Il faut interdire les armes nucléaires sur le territoire de la Belgique. La Belgique doit retirer ses troupes d'Afghanistan.

Pour une nouvelle architecture démocratique internationale

Le G8, le FMI, la BM et l'OMC traversent une profonde crise de légitimité, parfaitement justifiée : les politiques qu'ils ont imposées, ont abouti au désastre actuel. Il faut en tirer les conclusions. Il faut les remplacer par de nouvelles institutions internationales aux choix radicalement différents et soutenir des initiatives telles que la création d'une Banque du Sud par sept pays d'Amérique du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay et Venezuela) qui envisagent aussi la création d'un Fonds monétaire du Sud et d'une monnaie du Sud. Il s'agit pour eux de se doter d'instruments pour autofinancer une intégration régionale qui favorise la garantie des droits humains fondamentaux.

Les pays concernés doivent rapatrier leurs importantes réserves de change (340 milliards de dollars) essentiellement prêtées aux Etats-Unis (4) afin de les placer dans la Banque du Sud. Parmi les grands projets à financer : une réforme agraire en vue de la souveraineté alimentaire, la souveraineté énergétique, le développement des moyens de communications (surtout le train), la construction de logements… Il faut promouvoir un audit de la dette publique comme l'a fait le gouvernement équatorien et décréter l'annulation de la dette publique illégitime afin de libérer le développement humain.

Les pays du Nord doivent respecter leurs engagements internationaux en arrêtant de piller les ressources naturelles du Sud, en augmentant l'aide publique au développement (qu'il faut rebaptiser « contribution à la réparation ») et en appliquant la déclaration universelle des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne le droit de libre circulation des personnes (article 13).

La crise est une opportunité pour créer un autre système

Le capitalisme, pas seulement sa version néolibérale, plonge l'humanité dans une profonde crise multidimensionnelle : financière, économique, climatique, alimentaire et énergétique, sans oublier les guerres et la course à l'armement. Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même : seule l'action consciente des citoyens peut le remplacer par un autre système qui aura pour objectifs la satisfaction des droits humains et la protection de la nature.

En rupture avec la tragique caricature stalinienne que nous avons dénoncée et combattue vigoureusement, il s'agit d'en finir avec le capitalisme et de réinventer un projet socialiste, ancré dans la réalité du 21e siècle, qui garantisse une entière liberté. Doivent y coexister diverses formes de propriété qui ont une fonction sociale positive : la petite propriété privée, la propriété publique, la propriété coopérative, la propriété communale et collective… Le socialisme doit viser la fin de toute forme d'oppression et garantir l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour aller dans cette direction, il faut construire une nouvelle force politique anticapitaliste et participer activement aux mobilisations sociales et citoyennes.

Notes:

(1) Les niveaux de qualification des travailleurs seraient très diversifiés et permettraient d'améliorer les conditions de vie des nombreuses familles qui vivent dans des logements sans confort, de fournir des commandes à différentes industries, d'améliorer le niveau d'éducation et de santé.

(2) Ce processus a eu lieu en 1999 au Venezuela et en 2007 en Equateur. Quant à la Bolivie, le projet de nouvelle Constitution sera soumis au suffrage universel le 27 janvier 2009. En décembre 2007, un second projet de réforme constitutionnelle a été rejeté au Venezuela. Le gouvernement a respecté le verdict populaire et, à la différence des gouvernements européens, n'a pas essayé de le faire passer d'une autre manière. Pour une analyse détaillée des trois expériences, voir Eric Toussaint, Banque du sud et nouvelle crise internationale, CADTM-Syllepse, 2008, chapitres 6 à 8.

(3) En 2004, l'opposition au président Chavez a eu recours à ce mécanisme. Elle a récolté les signatures de 15% des électeurs sur une pétition pour obtenir que l'Etat convoque un référendum révocatoire. Le président Chavez en est sorti plébiscité avec 60% de non à la révocation. Il en a été de même en Bolivie en 2008.

(4) A part le Venezuela qui a placé ses réserves en Europe ou a acheté de l'or, les banques centrales des pays d'Amérique du Sud achètent des bons du Trésor des Etats-Unis.